L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

[illegible] Chartres.

[illegible] le numéro 10 cts.

[illegible] 2 mots, $1 [illegible]

[illegible] D'ANNONCES.

[illegible]

ANNONCES AU MOIS.

[illegible]

[illegible] MATIÈRES DE POSTE.

[illegible]

Manifestation Patriotique

— DES —

Alsaciens-Lorrains optant pour la nationalité française.

[illegible] aux stipulations du traité [illegible], les habitants des territoires [illegible] l'Allemagne [illegible] leur volonté de rester citoyens français, sous peine de perdre cette [illegible] et d'être considérés par le gouvernement allemand comme citoyens allemands.

En conséquence, les Alsaciens-Lorrains, [illegible] des territoires cédés, qui résident à la Nouvelle-Orléans et dans l'Etat de la Louisiane, doivent faire leur déclaration par-devant le consul de France, au [illegible].

[illegible] grand nombre d'entre eux se [illegible] en personne, ou leur déclaration a été enregistrée. Mais le mouvement [illegible] revêtir un caractère patriotique, [illegible] à l'initiative de plusieurs membres [illegible] de la colonie alsacienne-lorraine. [illegible] dernier, ces bons citoyens, [illegible] les devoirs que leur imposent [illegible] politiques, se [illegible] chez [illegible], M. A. Walz, [illegible] les bases d'une manifestation publique.

[illegible] de la France, étaient présents [illegible] et les Alsaciens-Lorrains, [illegible] sympathie [illegible] tous les membres [illegible] famille, leur est demandé de les [illegible] présence dans l'accomplissement [illegible] devoir qui leur incombe.

[illegible] Alsaciens-Lorrains [illegible] et les Français [illegible]. Chacun [illegible] à rappeler [illegible] d'organisation [illegible], dont la date est fixée [illegible] prochain. Le programme sera [illegible] en temps utile. Voici les noms des [illegible] des deux comités :

Comité Alsacien-Lorrain.

[illegible] SALOMON, [illegible] WALZ, [illegible]

Comité Exécutif :

[illegible] Lévy, [illegible]

Vice-Présidents Honoraires :

[illegible]

Comité Français.

PRÉSIDENTS HONORAIRES.

M. Pennonnet, consul de France; Mgr. Perché, [illegible] Amat, Ant. [illegible], Félix Larue, [illegible] T. Onghena, [illegible]

PRÉSIDENT.

J. PASSAMA-DOMENECH.

VICE-PRÉSIDENT.

L. A. DE MONTLUZIN.

VICE-PRÉSIDENTS HONORAIRES.

Dr. Tenaire, A. Rochereau, S. Cambon, M. Aron Lizardi, J. B. [illegible], Alex. Marie, Parrozo, Arist. Gérard, Morris Lévy, V. Gudchaux, A. Valien, A. [illegible], [illegible], P. Ridault, Paul [illegible], J. H. Mandingt, Jules Aldigé, [illegible], de Marcé, C. Gnaile, [illegible], N. Bouvier, C. [illegible], E. Demonere, U. [illegible], T. P. Carrère, Rév. [illegible], P. Camopo, A. Thiéry, Ernest Merilh, F. Cambon, Aug. Brus, De Lobel-Mahy, H. Lafontaine, [illegible], G. Gast, P. Crabbée, Eug. Prevost, [illegible], D. A. Chaffraix, [illegible], U. Dubon, [illegible], [illegible], Michel Lanord, Eug. Aubert, Ant. Aldigé, L. Manuel, Chas. Gibert, F. R. Israel, J. Plaisant, A. Dalonneau, Rév. Gautrelet, Pierre Dubech, Aug. Tiberry, F. G. Barrière, Jos. Tronsk, V. Sargeneau, Rév. Joubert, Jean Naccar, A. Dumas, [illegible]

[illegible] E. Lacoste, F. Bremuel, Pierre Mollié, [illegible], A. Dusoul, A. Grousal, [illegible], P. Bontemps, J. P. Dubois, A. Theriot, F. Landry, [illegible], J. P. Carriere, F. Labatut, H. Loevy, E. Duveau, [illegible], J. Boudous, P. Bazer, H. Chavigny, B. Lacroix, E. Pouy, Jules Sassel, Ch. Kuhn, [illegible], A. Vilbaux, E. Chaneau, Rév. Gervés, E. La [illegible], Le Mercier du Quesnay

Trésoriers :

L. E. Marchand, [illegible] Lefebvre, U. de la Brosse.

Comité Exécutif :

F. Mallard, [illegible], A. Gérard, Morris Lévy, [illegible], Eugène Duval, Barbier, [illegible], Bidault, Rodrigues, J. Chaignard, [illegible]

Comité de Finances :

[illegible]

APPEL DU COMITÉ ALSACIEN-LORRAIN.

Aux Alsaciens-Lorrains qui résident à la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat de la Louisiane [illegible].

Chers compatriotes,

Les conséquences funestes de la guerre avec l'Allemagne nous imposent un pénible et douloureux devoir!

Nés Français, la loi de la force nous contraint à affirmer notre foi patriotique à sauvegarder notre qualité de citoyens français. Nous connaissons les stipulations du traité de Francfort. Elles nous obligent à déclarer que nous voulons vivre et mourir Français; que nous voulons rester fidèles à la patrie.

Nos aînés ne doivent pas faillir à l'honneur de l'[illegible]. Venons tous affirmer notre [illegible], et déclarer que nous voulons rester les enfants de la France!

Le 25 août prochain, nous ferons, devant le représentant du gouvernement français, notre déclaration d'option pour la nationalité française.

Que tous les fils de l'Alsace et de la Lorraine, [illegible] à nous! Qu'ils accourent, au nom des traditions de vaillance, d'honneur, de [illegible], dans lesquelles se symbolisent les deux glorieuses provinces françaises de l'Est.

Et vous, femmes alsaciennes et lorraines, venez déclarer aussi que vous voulez rester Françaises. En apprenant que vous avez accompli le grand devoir patriotique, ceux qui ont vu leurs foyers envahis, leurs familles détruites, et qui, à l'heure du danger, ont donné de si hautes preuves de [illegible] leurs épées, celles-là se sentiront consolées. Pensez à elles! Pensez à ces nobles femmes de l'Alsace et de la Lorraine qui supportent si héroïquement les rigueurs de leur sort, et vos cœurs seront fortifiés!

Alsaciens-Lorrains, nous vous donnons rendez-vous au 25 août.

[illegible]

E. SALOMON, président.

A. [illegible], secrétaire.

APPEL DU COMITÉ FRANÇAIS.

Aux Français qui résident à la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat de la Louisiane [illegible].

Nos malheureux compatriotes d'Alsace et de Lorraine, désireux de conserver leur titre et leurs droits de citoyens français, doivent se réunir, le 25 courant, pour aller signer au Consulat de France l'acte d'option de nationalité prescrit par le traité de Francfort.

Désireux leur, ce jour-là, un éclatant témoignage de notre fraternelle sympathie.

Formons à ces nobles déshérités une garde d'honneur de toutes qui est Française, [illegible].

Qu'à l'heure de l'épreuve, ils voient à leurs côtés des milliers d'amis, qui les encouragent de leur présence et les rassurent, à force de dévouement, sur un avenir que des événements ont fait si amer.

En conséquence, nous invitons tous les Français et tous les amis de la France qui ne sont [illegible] de leur résidence, à se trouver le 25 courant, à la Nouvelle-Orléans, pour contribuer à former à la colonie Alsacienne et Lorraine un cortège digne de la France.

Des [illegible] feront l'usage utile [illegible].

Pour le Comité Français.

L. A. DE MONTLUZIN, Vice-Président.

L. B. [illegible], Secrétaire.

Alsaciens-Lorrains [illegible] de la Nouvelle-Orléans, rassemblés [illegible] lieu, le 25 août prochain. Tout fait présager qu'elle sera imposante. Dans la douloureuse situation que les funestes conséquences de la guerre ont faite aux citoyens originaires des territoires annexés à l'Allemagne, tous les Français se feront un devoir de donner à leurs compatriotes malheureux un témoignage de sympathie. L'éloignement de la Mère-Patrie rend, pour eux, plus impérieux encore l'accomplissement du devoir patriotique.

Les présidents des comités nous informent que le programme de la solennité a été élaboré. Il sera publié par leurs soins en temps utile.

[illegible] Loi d'Election du Congrès.

[illegible] la dernière session du Congrès [illegible] de bruit qu'elle n'au[illegible] [illegible] pas loin d'être [illegible] ou une [illegible] amendement [illegible] laquelle loi [illegible]

[illegible]

Pour ne pas surcharger cet article de détails [illegible] procédurier qui auraient bientôt épuisé la patience de nos lecteurs, [illegible]

[illegible] la Louisiane, [illegible] serait en de surveillance que dans la paroisse d'Orléans, paroisse tout entière occupée par la ville. En supposant qu'il y ait [illegible] la Nouvelle-Orléans [illegible] autres paroisses de l'Etat, [illegible] ne se fût pas élevée, que sur [illegible] classe électorale. Il est évident que cela eût été insuffisant et que les fraudes eussent pu se commettre sur une échelle assez vaste pour annihiler, deux ou trois fois pour une, le vote de la ville. La précaution était donc illusoire et c'est à cela que le Congrès a remédié en décrétant que lorsque dans un comté ou une paroisse, ou dans un district congressionnel, 10 citoyens connus feront savoir au juge de la Cour de circuit des Etats-Unis, avant tout enregistrement de votants pour une élection de représentants au Congrès, ou avant toute élection pour le Congrès, leur désir de faire garder et surveiller les opérations de l'enregistrement ou de l'élection, il sera du devoir du dit juge de la Cour de circuit, d'ouvrir sa Cour dans l'endroit le plus convenable du district 10 jours au moins avant le dit enregistrement ou la dite élection, et de nommer et commissionner, sous le sceau de la dite Cour, pour le district d'élection dont il s'agit ou le precinct de vote, deux citoyens, demeurant dans le dit district d'élection ou le precinct de vote du dit comté ou de la dite paroisse, qui représenteront différents partis politiques, qui pourront parler et écrire l'anglais et qui seront connus et désignés comme contrôleurs ou inspecteurs d'élection.

Par cette nouvelle disposition, la surveillance sera générale, complète; pas un precinct, pas un poll ne pourra y échapper, et tous les Etats, quelle que soit leur population, pourront en profiter. Il est vrai qu'il faudra que la demande de contrôle ou de surveillance soit faite par 10 citoyens connus au lieu de deux; mais on sait que ce changement à la loi du 28 février 1871, n'a été introduit que pour donner satisfaction à certains membres du Congrès qui étaient opposés à l'amendement Kellogg. Le changement, du reste, est fort innocent, car il se trouvera partout non pas 10 citoyens, mais des centaines de citoyens qui signeront avec empressement la demande de surveillance au juge. Il ne sera donc pas plus difficile d'avoir 10 postulants que deux.

L'ancienne loi ne requérait aucune condition de la part des deux contrôleurs ou inspecteurs nommés par le juge. Par l'amendement, il faudra que ces deux fonctionnaires soient résidents du dit district d'élection, precinct ou poll et qu'ils soient dûment électeurs au moment de leur nomination. Il en sera ainsi pour les députés-marshals qui devront, au moment de leur nomination, être dûment électeurs dans le comté, la paroisse, le district ou le precinct où ils devront exercer leurs fonctions. Ce sont-là des garanties morales qui n'étaient pas requises dans l'acte non amendé.

L'amendement porte en outre que le commissaire, dont il est question dans l'ancienne loi, sera nommé aussitôt que possible après l'adoption de cet acte, et toutefois il n'a pas déjà été nommé. Tout juge de Cour de Circuit des Etats-Unis sera requis de désigner un ou plusieurs juges des Cours de Districts dans son circuit, qui seront chargés de remplir les fonctions prescrites par cet acte et par l'acte dont il est un amendement.

A part les différences que nous venons de signaler et qui ont leur prix, l'amendement se tait sur le reste de la loi de 1871 dont les sévérités ne sont pas à dédaigner. Ce Commissaire sera le surveillant en chef, choisi parmi les officiers des Cours de Circuit; sa mission sera de préparer et de fournir tous les livres, blancs et instructions nécessaires pour les deux inspecteurs ou contrôleurs de comté, précinct ou poll dans un district. Il recevra toutes les demandes pour remplir ces places et les présentera au juge avec telles informations qu'il jugera à propos de lui fournir; Il recevra, conservera et enregistrera tous comptes d'offices des dits contrôleurs ou inspecteurs d'élection, et de tous députés-marshals spéciaux nommés en vertu de cet acte; il recevra tous certificats, affidavits, rapports et registres de tout genre requis par le même acte.

En ce qui concerne l'enregistrement des votants, les deux contrôleurs ou inspecteurs rempliront les devoirs suivants: Ils assisteront à toutes les opérations de l'enregistrement dans tous les lieux indiqués, et ils contesteront, s'ils le jugent à propos, les droits des postulants à l'inscription; ils tiendront registre des contestations et en enverront la liste au marshal qui la transmettra au commissaire en surveillant en chef.

Les deux inspecteurs d'élection sont particulièrement chargés de revoir et reconnaître dans leur comté, précinct ou poll [illegible]

Cette disposition était nécessaire pour les cas où des fraudes [illegible] et l'Etat aurait lieu en même temps que les élections congressionnelles, ce qui arrivera pour la Louisiane en vertu d'une résolution passée par le Congrès, sur les recommandations et instances de M. Kellogg.

Les deux inspecteurs surveilleront les élections comme ils auront surveillé l'enregistrement, en tenant compte des circonstances, s'il y en a; ils se tiendront là où seront les boîtes à l'ouverture des polls et y resteront jusqu'à ce que tous les bulletins soient comptés, l'opération achevée, les certificats ou retours délivrés, soit que ces certificats ou retours soient requis en vertu des lois des Etats-Unis, soit qu'ils soient requis en vertu des lois territoriales, municipales ou d'Etat.

Ils devront en outre dans les bureaux d'enregistrement ou dans les collèges électoraux, se tenir là où ils croient le plus avantageusement placés pour contrôler, surveiller et suivre les opérations.

Voici maintenant les règles que devra observer le marshal des Etats-Unis dans l'accomplissement de ses devoirs: sur la demande écrite d'au moins deux citoyens domiciliés dans la ville ou le bourg, il devra nommer des députés marshals spéciaux pour aider et assister les inspecteurs d'élection dans la vérification des listes dressées en vertu de cet acte; ces députés devront assister aux opérations de l'enregistrement des votants et aux opérations électorales dans chaque district ou précinct;

Et le marshal et ses députés généraux et députés spéciaux, auront le pouvoir et les députés spéciaux auront le devoir, de maintenir la paix, d'appuyer et de protéger les inspecteurs d'élection, de maintenir l'ordre dans les bureaux d'enregistrement et aux polls, d'empêcher les enregistrements et les votes frauduleux, ou la conduite frauduleuse d'un officier d'élection, et immédiatement soit au bureau d'enregistrement soit aux polls ou ailleurs, avant ou après ou pendant l'enregistrement ou le vote, d'arrêter et de mettre sous garde, avec ou sans forme de procès, toute personne qui commettra ou tentera de commettre, un des actes ou [illegible] offenses, prohibés par cet acte [illegible] par celui-ci, ou qui commettra [illegible] quelconque contre les lois [illegible], pourvu, cependant, que [illegible] aient été commis en [illegible] de ces députés, [illegible] des inspecteurs [illegible] l'absence [illegible] les mêmes devoirs [illegible].

Nous n'avons [illegible] dire davantage [illegible] vraiment [illegible] l'amendement Kellogg [illegible] de la mesure de [illegible] tion de cette mesure aux [illegible] cincts, aux polls et non aux [illegible] bourgs seulement ayant une [illegible] 20,000 ou moins. Mais cette différence capitale et assure on devrait [illegible] [illegible] du vote dans tous [illegible] moins d'élections congressionnelles.

QUARTIER-GÉNÉRAL DU COMITÉ CENTRAL DÉMOCRATIQUE DE [illegible]

[illegible] 1872.

[illegible] de la constitution, et de quelques accessoires [illegible] appréciation de la chose.

Nous ne supposons pas un instant que les accusations véhémentes et vides de sens puissent faire le moindre tort soit à notre liste d'Etat, soit à notre cause telle qu'elle est devant le peuple; mais de crainte qu'elles ne puissent induire en erreur un seul honnête homme, nous déclarons ici, qu'elles sont fausses en tout point, et qu'elles constituent un libelle plein de malice et de fiel dirigé contre une grande portion de la population de la Louisiane.

Par ordre du Comité Central Démocratique de l'Etat.

EMILE LA SÈRE, Président.

Nous approuvons la mesure prise par le Comité Central.

JOHN MC ENERY.
B. F. JONAS.

Candidatures d'Etat.

LISTE DE FUSION.

La liste et le programme de principes qui suivent ont été adoptés par les Comités centraux pour être soutenus par le parti Démocratique et le parti de la Réforme, en Louisiane :

LISTE DE FUSION POUR L'ETAT.

JOHN MCENERY, de Ouachita, pour Gouverneur.

B. F. JONAS, d'Orléans, pour Lieutenant-Gouverneur.

DANIEL DENNETT, de Ste-Marie, pour Auditeur.

H. N. OGDEN, d'Orléans, pour Avocat-Général.

A. D. LAFARGUE, des Avoyelles, pour Secrétaire d'Etat.

R. M. LUSHER, d'Orléans, pour Surintendant des Ecoles Publiques.

Le parti Démocrate et le parti de la Réforme de l'Etat de la Louisiane annoncent au peuple le Programme suivant :

1o Nous reconnaissons les droits et les privilèges civils et politiques de tous les citoyens de l'Etat et nous ferons tout en notre pouvoir pour les assurer et les maintenir, tels qu'ils sont établis par la Constitution des Etats-Unis et celle de la Louisiane, et les lois faites conformément à ces constitutions.

2o Nous examinerons scrupuleusement et minutieusement l'origine et le caractère de la dette publique; et, tout en étant disposés à payer le dernier dollar des dettes contractées également et pour subvenir aux obligations légitimes du gouvernement, nous serons d'avis de rejeter toutes celles qui auront été contractées frauduleusement.

3o Nous demanderons l'abolition de toutes les places inutiles et la diminution des salaires. Nous ferons des perquisitions dans tous les emplois publics, pour empêcher les fraudes; et nous inaugurerons le système de la plus stricte économie dans toutes les branches du gouvernement.

4o Nous ferons de notre mieux pour rendre le gouvernement municipal et les pouvoirs de la police aux municipalités, aux villes et aux paroisses auxquelles ils appartiennent de droit; en maintenant strictement le principe du self-government local.

5o Nous voulons l'abolition des pouvoirs extraordinaires dont l'Exécutif est investi: le rappel de la loi des impressions, toutes les lois injustes, telles que la loi d'enregistrement, la loi d'élection, la loi constabulaire, la loi au sujet de la milice et de la police, et leur remplacement par des lois sages, équitables et économiques.

6o. Dans le but de nous protéger contre la corruption et les énormités dans notre gouvernement d'Etat, qui se sont répétées si souvent pendant les quatre dernières années, nous favoriserons et nous demanderons l'adoption immédiate, de lois pénales de la plus grande sévérité pour sévir contre les personnes qui offriraient, à titre de corruption, de l'argent ou des présents aux législateurs ou à tout officier public d'Etat, de ville ou de paroisse; et aussi contre tout officier public qui se laisserait corrompre.

7o Nous demanderons un amendement à la Constitution, pour exclure de tout pouvoir judiciaire ceux qui ne seront pas bien versés dans la connaissance des lois.

8o Nous serons en faveur d'une loi spéciale pour défendre, sous les peines les plus sévères à tout officier public, qu'il appartienne à l'Exécutif, au judiciaire ou à toute autre branche de l'Etat,—de prendre directement ou indirectement, pendant la durée de son terme, sur les valeurs d'Etat, de ville ou de paroisse.

EMILE LA SÈRE,
Président du Comité Central Démocratique d'Etat.

W. M. RANDOLPH,
Président du Comité Central d'Etat du parti de la Réforme.

ADRESSE AU PEUPLE

De l'Etat de la Louisiane.

[illegible]

Nouvelle-Orléans, 8 juillet 1872.

Le parti de la Réforme, organisé le 17 février 1872, par la grande assemblée enthousiaste de notre population qui a eu lieu devant l'Hôtel-de-Ville de cette ville, a pendant les cinq derniers mois, lutté pour justifier toutes les promesses et pour développer tous les principes annoncés dans cette occasion.

Le pierre d'assise était la libération de l'Etat, aucune occasion n'a été négligée pour accomplir tout ce qui, dans l'opinion de ce parti, semblait tendre à ce résultat. Il a eu, cependant, à lutter contre beaucoup d'obstacles.

Dans l'opinion de ses fondateurs, deux grands objets principaux à accomplir devaient être présentés au peuple :

1. Le renversement complet du gouvernement corrompu de notre Etat. La condamnation judiciaire par toute notre population, élégant comme une cour le lier novembre prochain, de tout individu compromis dans les fraudes et les turpitudes commises systématiquement contre nous depuis quelques années par tous les départements de notre gouvernement d'Etat. Dans leur opinion, il était nécessaire d'extirper le cancer afin d'effectuer une guérison. Conformément à ce principe, il a été déclaré—et la déclaration a été partout endossée—qu'à l'avenir ceux-là seuls qui auraient un caractère sans tâche devraient être présentés comme candidats au peuple.

2. Qu'une réconciliation complète et permanente soit effectuée entre les deux races habitant notre sol, et que pour l'accomplissement de cet objet nous devons traiter avec franchise nos concitoyens de couleur, reconnaître pleinement leur condition politique et civile, et nous efforcer de gagner leur bon vouloir en leur accordant, comme une preuve pratique de notre sincérité, une loyale participation aux honneurs et aux émoluments du gouvernement.

Il a été aussi considéré comme important que l'organisation attachât son attention toute particulière aux intérêts de l'Etat. C'est le premier objet que nous ayons eu en vue, et nous ne craignons pas que ceux de nos frères du Nord les plus disposés à la critique, ne condamnassent cette politique comme égoïste, parce qu'elle est la conséquence de troubles particuliers inconnus d'eux, et parce que c'est une question de vie ou de mort pour nous. Les troubles dans notre Etat étaient si grands que, dans notre opinion, il était peu sage de se charger du plus léger embarras additionnel. Pour tous ces principes, nous avons soutenu la lutte honnêtement et avec zèle jusqu'à ce jour.

Le premier résultat avantageux découlant, comme tout le monde l'admettra, de cette organisation, et de la haute position morale qu'elle a occupée depuis le commencement, a été l'essai d'épuration fait dans les rangs des vieilles organisations politiques. Elles n'ont pas voulu amener leurs pavillons et venir à nous, mais elles ont commencé immédiatement à traiter le mal existant dans leurs corps, et, comme résultat, nous trouvons la convention démocratique, qui s'est assemblée à la Nouvelle-Orléans le 3 juin de cette année, mieux composée, sous le rapport de l'intelligence et de la valeur morale, qu'aucune réunion de ce genre qui se soit précédemment assemblée en Louisiane. Vers [illegible] époque, notre propre convention [illegible] assemblée dans cette ville, et une [illegible] a été faite pour unir les deux [illegible] une liste de candidats [illegible] qui remplit les conditions de la [illegible] de notre programme. Le [illegible] connaît la malheureuse [illegible] tentative. Nous [illegible] obligés de dire [illegible]

On a bien [illegible] à présent [illegible] notre parti pour les fonctions [illegible] du gouvernement. Maintenant, un pareil mouvement ne peut recevoir aucun appui [illegible] et nous ne [illegible] comment aucun membre honnête et intelligent du parti, [illegible] contre la nomination d'aucun corrompu, pourrait un seul moment, se faire l'avocat de ses prétentions devant le peuple.

Nous répétons profondément que pour quelque raison les gens de couleur ne sont pas venus aussi librement dans nos rangs que nous avions raison d'espérer qu'ils le feraient, mais nous sommes fermement convaincus, que par des rapports francs avec eux, aussi bien que par une claire réalisation de nos intérêts mutuels, il y aura beaucoup de choses à accomplir pour la paix et le bien-être de notre Etat commun. Avec cela en vue et dans un esprit de bienveillance véritable, nous avons l'intention de continuer la défense de leurs droits, espérant avec confiance que le temps démontrera la folie et le danger de compter sur les étrangers plutôt que sur les hommes de notre propre pays.

Et maintenant, considérant que nous avons en présence le parti républicain radical d'un côté et que, de l'autre, ce parti s'est organisé sur nos propres dissentions et qu'il a l'intention de réélire les ennemis les plus ardents que notre peuple ait jamais connus, nous avons conclu, dans un sentiment de devoir aussi solennel que celui qui inspira jamais un parti, qu'il fallait former une coalition avec nos amis démocrates, et en proposant un ticket composé d'hommes d'une intégrité et d'une capacité reconnues représentant toutes les portions de l'Etat, vous sauver, s'il est possible, de la dure nécessité de choisir votre destruction, entre Charybde et Scylla, dans l'élection prochaine.

Il ne faut qu'un sincère et honnête effort de la part de tous les bons citoyens pour étouffer ce monstre du Warmothisme dans son enfance et pour réunir tous les éléments de conservation dans notre Etat.

Avec les partis des démocrates et des réformistes réunis dans ce but et avec un pareil ticket en campagne, il ne peut certainement y avoir aucune bonne raison pour que nos électeurs n'agissent pas avec une unanimité entière, et, s'ils le font, ce ticket doit triompher.

WM M. RANDOLPH, Président.

W. C. RICHARDSON, Secrétaire.

Nouvelle-Orléans, 8 juillet 1872.

Au Col. George Williamson, Président de la Convention de Réforme.

Cher monsieur,

A la demande du Comité Central Démocrate de l'Etat, une conférence a eu lieu et, après avoir mûrement délibéré sur notre position politique actuelle, nous avons désigné des candidats d'Etat que nous vous proposons de présenter au public avec la ferme espoir qu'il les agréera cordialement.

Il serait inutile de vous donner les raisons qui ont fait agir notre comité. Nous connaissons vos opinions et sommes convaincus que, de même que nous, vous placez l'intérêt de la Louisiane au-dessus de tout. Nous croyons qu'il suffit de dire que nous avons agi comme vous l'auriez désiré et n'avons eu pour but que la réconciliation et la bonne entente. Nous déclarons franchement que vous étiez notre premier choix pour le poste de gouverneur, mais les obstacles étaient insurmontables et nous avons retiré votre candidature en faveur de celle du Col. John McEnery qu'on avait accusé de Warmothisme—accusation qui est repoussée dans une lettre du Président du Comité Démocrate.

Espérant que vous approuverez la désignation des candidats qui, à notre avis, doit assurer l'union du peuple, nous sommes, avec le plus grand respect, etc.,

J. M. RANDOLPH,
Président du Comité Central de la Réforme.

Nouvelle-Orléans, Lne, 8 juillet 1872.

Chers messieurs,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre qui vient de m'être remise, et à votre demande, j'y réponds. J'approuve cordialement vos nominations dans la crise actuelle; je soutiendrai les candidats de toutes mes forces. Vous savez quelles étaient mes intentions, quel était mon but, le principe; vous n'ignorez pas que je désirais avant tout, la coopération de tous les hommes honnêtes de l'Etat, sans distinction de race ou de couleur—coopération qui, je crois, doit avoir pour résultat d'arracher, par la voie du scrutin, les rênes du gouvernement de la Louisiane des mains d'un individu qui, peu à peu, s'est arrogé toute pouvoir et s'en est servi pour nous ruiner.

Le gouvernement personnel de M. Warmoth est devenu une oppression telle que notre parti s'est proposé de s'occuper des affaires de l'Etat, de rétablir et de laisser la question des réformes nationales aux populations mieux intéressées que nous. Je reste fidèle à cette idée, quelque impraticable qu'elle semble à d'autres.

Vous avez de bons candidats et la perspective du succès est encourageante. Je [illegible] M. Warmoth sera forcé de les [illegible] s'il ne veut pas que la Louisiane [illegible] son vote au parti Républicain National. On pense généralement que la Convention Libérale qui se réunit au mois d'août sera manipulée de telle façon qu'elle [illegible] M. Warmoth et les individus de son choix. Si tel était le cas, il serait impossible d'empêcher l'élection des candidats nommés à Baton-Rouge; M. Warmoth le sait, et il est si anxieux de prévenir un semblable résultat, qu'il sera forcé, bon gré mal gré, de soutenir ceux que nous [illegible]. Nous ne lui demandons [illegible] nous voulons simplement que l'Etat soit bien honnêtement et loyalement [illegible]. Si notre peuple reste indissolublement [illegible] ses candidats, il n'y a pas à douter que M. Warmoth [illegible]. Il faut que la défaite [illegible]. Il se peut que M. Greeley [illegible] qu'il s'en tienne à la [illegible] à celle-là seulement. [illegible] ne voulons [illegible] au contraire, qu'une grande [illegible] des conciliateurs du parti Républicain Libéral nous aideront, bien que [illegible] pour la satisfaction de leurs [illegible] faire figurer sur la liste. Peut-être avons-nous ainsi [illegible] la population de couleur [illegible] de nos déclarations et le moins renfermé pas leurs votes.

Permettez-moi de vous dire que si vos candidats sont élus, il se sera à porter le peuple de l'Etat à élire des hommes honnêtes, que si ce peuple s'avilissait au point de leur préférer M. Warmoth ou ses créatures, je ne me considérerais libre d'agir suivant que je l'entendrais, dans l'intérêt de la Louisiane, et soutenir les candidats que je croirais pouvoir empêcher l'élection de ses plus implacables ennemis. Mon appui ne s'étend pas au-delà des candidats pour l'Etat.

Veuillez agréer mes remerciements et recevoir l'expression de ma haute considération.

GEO. WILLIAMSON.

A. M. W. M. Randolph, Président du Comité Exécutif du Parti de la Réforme.

THE NEW ORLEANS BEE.

DUFOUR & LÉRY, Publishers.

OFFICE—No. 73 CHARTRES STREET.

—TERMS—

Rates of subscription—Daily, per annum, in advance, $16; half-yearly, $8; quarterly, $4.

Price of the Paper—[illegible]

Weekly—Per annum, $3; [illegible]; quarterly, $1 [illegible]

RAILROADS.

The New Orleans, Mobile and Texas Railroad,

WITH CONNECTING LINES, WHICH CONSTITUTE the "[illegible]" carries the GREAT NORTHERN AND EASTERN MAIL and offers to travelers the most direct, shortest, quickest and BEST ROUTE TO ALL POINTS IN THE SOUTHERN, NORTHERN AND EASTERN STATES.

ALL RAIL and NO OMNIBUS or STEAMBOAT TRANSFERS.

This road also connects, at Mobile, with the Mobile and Ohio Railroad, for points West, North and East, and at Montgomery, with Great Route via Atlanta and Augusta, for Northern and Eastern cities.

PULLMAN'S PALACE SLEEPING CARS THROUGH TO LYNCHBURG, Virginia, and THROUGH TO ST. LOUIS, without change, attached to trains leaving New Orleans, daily, at 5:20 P. M.

The new short and direct route to Louisville via Montgomery and Decatur, will be opened on or about the first of October.

On and after June 3th trains leave New Orleans At 7:20 A. M. DAILY EXPRESS AND MAIL for Coast Watering Places and Mobile. 4:00 P. M. DAILY, EXCEPT SUNDAYS—Coast Accommodation to Ocean Springs. 5.20 P. M. LIGHTNING EXPRESS, DAILY for principal Coast Watering Places and Mobile. Makes close connection and fast time, with Sleeping Cars, by Blue Mountain Route, to Washington and New York, and with Sleeping Cars running through over the Mobile and Ohio and to Louis and from Mountain Railroad without change to St. Louis. This train carries the great Northern and Eastern Mail.

Trains arrive from Mobile at 3.26 P. M. and 10.36 P. M., and from Ocean Springs at 8.50 A. M.

Ticket Office—Galveston [illegible] Morgan's Wharf.

Ticket Office—New Orleans—Corner Camp and Common streets, in Story Iron Building, opposite City Hotel.

Baggage checked from residences to destination.

G. W. R. BAYLEY,
General Superintendent.
CHAS. L. FITCH,
General Passenger Agent.

New Orleans, Mobile and Texas Railroad.

TICKETS TO THE SEA COAST WATERING PLACES.

EXCURSION TICKETS and SIX days from [illegible] and [illegible] TICKETS, good [illegible] A HALF CENT PER MILE to Miller's Depot, Lookout, Bay St. Louis, Pass Christian, Mississippi City, Biloxi, Ocean Springs and East Pascagoula.

SUNDAY EXCURSION TICKETS, to go and return same day, leaving New Orleans 7:20 A. M. arriving, on return, at [illegible] P. M., good only for day, at the reduced rates.

Excursion Tickets sold at depot, foot of Canal street.

G. W. R. BAYLEY,
General Superintendent.
CHAS. L. FITCH,
Gen. Pass. Agt.

CHANGE OF TIME.

ON and after [illegible], trains on the

Great Jackson Route,

(New Orleans, Jackson and Great Northern, Mississippi Central, and Mississippi and Tennessee Railroads.)

Will Depart and Arrive as follows:

Depart.		Arrive.	
Express	[illegible] a. m.	Express	11:00 p. m.
Mail	[illegible]	Mail	[illegible]
Accommoda-tion	[illegible] p. m.	Accommoda-tion	[illegible]

Mail Train runs Daily. Express Daily, except Sunday.

These Trains MAKE QUICKEST TIME from New Orleans to NEW YORK, CHICAGO, ST. LOUIS, LOUISVILLE, and all Intermediate Cities, Villages and Stations.

PULLMAN'S PALACE DAY and SLEEPING CARS from New Orleans to Memphis, Humboldt and Louisville, without change.

S. S. JONES, A. D. SHELDON, [illegible]
C. P. ATMORE, E. R. [illegible], [illegible]

PLEASURE EXCURSIONS

TO AND FROM

CARROLLTON.

EVERY SUNDAY, the splendid [illegible] CARROLLTON, for the accommodation of persons desirous of taking a cool and DELIGHTFUL TRIP ON THE RIVER, at the low rate of only 25 CENTS EACH WAY.

[illegible] take the [illegible] foot of Canal street, at [illegible] P. M., and the FRANCES at wharf, foot of Canal street, at [illegible] P. M. The Frances will leave Carrollton wharf at [illegible] P. M. stopping at [illegible].

G. W. R. BAYLEY,
Gen'l Superintendent.

New Orleans, Jackson and Great Northern Railroad.

SUNDAY EXCURSIONS.

COMMENCING SUNDAY, June [illegible], and until further notice an Excursion Train will leave the Calliope street Depot [illegible] A. M., and returning reach the city at [illegible] P. M.

GREAT REDUCTION IN FARE.

[illegible]

S. E. CAREY, [illegible]

New Orleans, Jackson and Great Northern Railroad Company.

GREAT REDUCTION IN ROUND TRIP [illegible].

COMMENCING June [illegible], 1872, QUARTERLY TICKETS [illegible]

S. E. CAREY, [illegible]

New Orleans, Mobile and Texas Railroad.

LOUISIANA DIVISION.

New Orleans to Donaldsonville, 68 miles. [illegible]

[illegible]

EXCURSION TRIPS ON THE RIVER EVERY SUNDAY ON STEAMER FRANCES.

Passengers and freight received foot Calliope street. Lumber, timber, bricks, heavy machinery and articles of great weight or bulk not received [illegible].

[illegible]

G. W. R. BAYLEY,
General Superintendent.
CHARLES L. FITCH,
General Freight and Ticket Agent.

Pontchartrain Railway.

[illegible]

ON and after April 15th, the City terminus of this road will be established at "Old Depot," on Elysian Fields street, near the Levee.

[illegible] by and from the Lake, same day, [illegible]

Fare to and from Gentilly Station, 15 cents each way.

On and after above date the trains will run as follows:

FROM THE CITY.	FROM THE LAKE.
[illegible] o'clock A. M.	7 o'clock A. M.
[illegible]	[illegible]

On Sundays the trains will be run every half hour from [illegible] o'clock M.

A horse car will leave the city every morning at 4 o'clock, and the Lake one hour after the last steam train.

A steam train will leave the city every Sunday morning at 4 o'clock.

Passengers for Gentilly Station must notify the conductor prior to departure of trains.

FRED. J. DIMITRY,
Gen'l Superintendent.

Time of Arrival and Departure of Mails NEW ORLEANS POSTOFFICE.

	Closes.	Arrives.
Mobile, Ala., and Lake Coast, Northern Mississippi, Alabama, Georgia, North and South Carolina, [illegible]	[illegible] A M	3.45 P
New York City, Cincinnati, Ohio, Kentucky, St. Louis, Mo., Delaware, [illegible], Jackson, [illegible]	[illegible] P M	1.30 A M
N. O. and Hamburg Postal Car, North Louisiana, Western Texas, Arkansas, Tennessee, Virginia, [illegible] and Western Territories	[illegible] P M.	10 A M
Mobile, Ala., Washington, D. C., Baltimore, Philadelphia, New York City, Boston, Maryland, New Jersey, New York, New Jersey, Delaware, New England States and Dominion of Canada	[illegible] P M.	[illegible]
Galveston [illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]

[illegible] will leave her wharf, foot of Toulouse street [illegible]

For Freight or Passage apply to

JOHN H. [illegible]

The steamship EMILY B. SOUDER, will sail on SATURDAY, August 17, at 8 A. M.

For New York Direct.

Cromwell Line.

This line is composed of the following steamers:

GEO. WASHINGTON, [illegible]
GEO. CROMWELL, ST. LOUIS.

The steamship

CORTES,
Whitman, Commander

will leave her wharf, foot of Toulouse street

Saturday, August 10th, at 8 A. M.

PASSAGE [illegible]

Freight for LIVERPOOL, BREMEN, HAVRE taken by this line, and through Bills Lading given for the same.

For freight or passage apply to

ALFRED MOULTON,
[illegible] Carondelet street.

Amateurs' Central Depot,

No. [illegible] ST. CHARLES STREET.

F. CHARLEVILLE,

SPORTSMEN'S HEADQUARTERS,

Sign of Red Gun.

FISHING TACKLE,

New and fresh. The undersigned having made ample arrangements with the best houses of Europe and the North for supplies of Fishing Tackle, enabling him to procure goods at first cost, invites amateurs, city and country, to examine his fresh stock of goods, consisting in part of the following:

Jointed Lancewood, Bamboo, Hickory and Japan POLES, the finest in the city.

The best Silk, Linen, Cotton, Chinese and Gut LINES.

Reels, Nets, Seines and Fish Baskets.

Artificial Flies of every description.

Limerick and Derby Hooks, Red Fish, Sheepshead, Trout, Bass, Croakers, Perch and Gravid [illegible] Hooks of all kinds, and other fishing apparel [illegible] too numerous to detail.

[illegible]

Sole agent for "Parker's" celebrated Breech-Loading Gun—the best in the world.

F. CHARLEVILLE,
[illegible] Charles street.

HALL'S EXTRA BOLD PENS.

FACTORY,

Corner St. Charles and Commercial Place, NEW ORLEANS.

ALL styles Pens and Holders made—the [illegible] finest points in the World—Perfect Pens, Lad. Pens.

Gold Holders and Pencils, FACTORY PRICE. Gold Pens repointed at 25 and 50 cents.

Steam Variety Wood Works,

T. & M. SMITH, Proprietors,

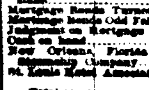
No. 264 ST. JOSEPH STREET, N. O. [illegible]

LUMBER DRESSING, STRAIGHT AND CIRCULAR SAWING, WOOD TURNING, etc. Cisterns made and repaired. Shop Furniture, and Moulding made to order. The manufacture of Cotton Presses and Agricultural Implements receive our special attention.

Address Box 1965, Mechanics' and Traders' Exchange.

Revolution, "Revolution" in Dentistry! [illegible] SETS OF TEETH, [illegible] USUAL CHARGE [illegible]

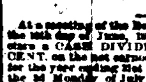
DR. GEO. F. MALONEY, [illegible]



[illegible] finest stock of Teeth, with or without [illegible] and extracting the roots, at the above price. The [illegible] received the first prize at the State Fair for the best [illegible]. Call and be convinced that I do the best artificial work at less charge than elsewhere. Teeth extracted without pain.

Dr. Chas. Mermilliod, Dentist,

[illegible]



INFORMS his customers that owing to the [illegible] his increased facilities [illegible] at the very moderate prices. [illegible] he hopes that his patrons will avail themselves of the opportunity [illegible] Consultations free from 8 A. M. to 4 P. M., at the [illegible] of Burgundy, [illegible]

Dr. CHAS. E. KELLS,

DENTIST.

OFFICE and RESIDENCE No. [illegible] Dauphine Street, second house [illegible]

TEETH EXTRACTED WITHOUT PAIN under the influence of NITROUS OXIDE GAS

E. DECHAMPS,

No. 20 [illegible] LOUIS STREET [illegible] No. 20

NEW ORLEANS.

Direct Importer of

French Wines and Brandies

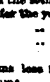
CORDIALS, SWISS ABSINTH, KIRSCHWASSER,

Fruits in Brandy, Fruits in their Juice,

DOMESTIC LIQUORS, ETC.

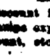
The only Agent in the United States for the sale of the [illegible] BITTERS.

For Rent.



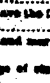
THE TWO-STORY HOUSE No. [illegible] Esplanade street, between Bourbon and Dauphine, just repaired, and suitable for a small family. Apply at No. [illegible] Esplanade street or at the office of the N. O. Bee.

To Rent.



THE one-story FRAME HOUSE, at the corner of Kerlerec and Derbigny streets, one square from the city railroad. Apply at No. [illegible] Esplanade street.

For Sale.



A FINE SUMMER RESIDENCE, FURnished, with a Farm of Ninety Acres, Garden planted with Fruit trees, Horses, Milch Cows, Carriage, Agricultural Implements, &c., situated on the Tchefuncte river, between Madisonville and Covington, four or five miles from Mandeville. For terms and conditions apply at the office of the Bee.

E. E. MERILH. F. CASAUBIELH.

J. E. MERILH & Co,

179 POYDRAS STREET 179

Wholesale and Retail Dealers in

Leather and Shoe Findings.

ALWAYS ON HAND a large stock of French and German Calf Skins, Larue & Cambon's Oil-dressed Morocco, Patent Leather, Linings Kid and Sheep Skins, Serges, English Lastings French Satin, Terry and Silk Elastics, Galloons Boot and Gaiter Webs, Fancy Shoe Trimmings, etc., etc.

Best standard SHOE THREAD MACHINE SILK, OAK and HEMLOCK SOLE LEATHER.

Particular attention paid to country orders.

Just Published. 200th Edition.

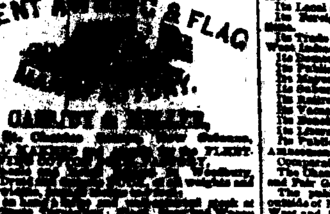
MANHOOD.

Corrected and revised by the author, E. de F. Curtis, M. D. F. R. C. S.

A MEDICAL ESSAY on the cause and cure of premature decline in man, showing how health is lost, and how regained. [illegible]

[illegible] Dufour [illegible]

[illegible]



[illegible] TENT, AWNING & FLAG [illegible]

[illegible] Gravier [illegible]

Awnings, Gallery Curtains, Window and Door shades made to order at reduced rates.

TRUNKS neatly covered.

MONEY CANNOT BUY IT!

FOR SIGHT IS PRICELESS!!

IF YOU VALUE YOUR EYESIGHT USE THESE PERFECT LENSES, Ground from Minute Crystal Pebbles, Melted together, and derive their name "Diamond" on account of their HARDNESS and BRILLIANCY. They will last many years without change, and are warranted superior to all others in use.

MANUFACTURED BY J. E. SPENCER & CO., OPTICIANS, NEW YORK.

Caution.—None genuine unless stamped with our trade (diamond) mark.

For sale by responsible agents throughout the Union.

ED. LILIENTHAL, Jeweler and Optician, [illegible] Canal Street, Is sole Agent for New Orleans, La., From whom they can only be obtained. No peddlers employed.

Merchants' Mutual Insurance

COMPANY OF NEW ORLEANS,

104 CANAL STREET.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the following requirements of their charter, the Company publish the following Statement:

Premiums received during the year ending May 31, 1872, including Premiums of the previous Year:

On Fire	[illegible]
On Marine Risks	[illegible]
On River Risks	[illegible]
Total Premiums	[illegible] 74
Less unearned Premiums	[illegible]
Net earned Premiums, 31st May 31, 1872	[illegible]
Losses paid	
On Fire Risks	[illegible]
On Marine Risks	[illegible]
On River Risks	[illegible]
Taxes	[illegible]
Reinsurances, return Premiums and Profits and Loss	[illegible]
Deduct interest, less expenses	[illegible]

The Company have the following assets:

Real Estate	[illegible]
City Bonds	[illegible]
Bank and Railroad Stocks	[illegible]
Notes secured by mortgage	[illegible]
Notes secured by pledge	[illegible]
Bills receivable	[illegible]
Premiums in course of collection	[illegible]
State Bonds	[illegible]
Scrip and stock of other Companies	[illegible]
Stock of Valette Dry Dock Company	[illegible]
Stock of Levee Steam Cotton Press	[illegible]
Stock of Marine Dry Dock and Ship Yard Company	[illegible]
Harbor Protection Company	[illegible]
Mortgage Bonds Grand Lodge of Louisiana	[illegible]
Mortgage Bonds Turners' Association	[illegible]
Mortgage Bonds Odd Fellows' Hall	[illegible]
Judgment on Mortgage Notes	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
New Orleans, Florida and Havana Steamship Company	[illegible]
St. Louis Hotel Association	[illegible]
Total assets	$1,[illegible],341 [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

PAUL FOURCHY, President.

G. W. HOTT, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, city of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 10th day of June, 1872. P. CHS. CUVELLIER, Notary Public.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 10th day of June, 1872, it was resolved to declare a CASH DIVIDEND OF THIRTY PER CENT. on the net earned participating premiums for the year ending 31st of May, 1872, payable on the 2d Monday of July next. Also, to pay on demand, ten per cent. interest to the Scripholders upon conversion of their scrip into capital stock, as per amended by the Charter of the Company.

DIRECTORS:

P. Maspero, P. Fourchy,
David McCord, [illegible]
E. X. Ball, J. J. Fernandez,
L. F. Généres, D. A. Chaffraix,
M. Puig, J. M. Allen,
Chs. Lafitte.

Office Louisiana Branch

MOUND CITY

Life Mutual Insurance Company

OF ST. LOUIS, MO.

Officers:

JAMES H. [illegible], President.
A. M. BRITTON, Vice President.
S. W. LOMAX, Secretary.
G. S. M. HATTON, General Agent.

LOUISIANA BRANCH:

Agency 38 Carondelet street, New Orleans

OFFICERS

F. H. HATCH, President.
R. T. MERRICK, Vice President.
R. E. SIMMES, Sec'y and State Agent

MEDICAL EXAMINERS:

J. E. BOLWELL, M. D. J. R. RITCHIE, M. D.

DIRECTORS:

R. T. Merrick, C. H. Morton,
James Jackson, Robert Hare,
L. A. Wiltz, Thomas Fitzwilliam,
F. H. Hatch, Octave Voorhies,
B. E. Simmes.

All kinds of Life Policies issued by this company.

TWENTY-THIRD ANNUAL STATEMENT

—OF THE—

Crescent Mutual Insurance Co.

NEW ORLEANS, May 15, 1872.

The Trustees, in conformity to the charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1872:

Fire premiums for the year	$[illegible] 44
Marine	[illegible] 04
River	[illegible]
	$[illegible],726 44
Earned premiums less reinsurance and return premiums	[illegible]
Losses paid and estimated as follows:	
On Fire risks	$[illegible] 43
On Marine risks	46,[illegible] 13
On River risks	11,[illegible]
Taxes paid, discount in lieu of [illegible], stamps expenses, interest account, etc., less discount, etc.	[illegible] 76
	272,[illegible] 34
Net profit	$[illegible]
The Company have the following assets:	
Bills receivable	$[illegible]
Loans on bonds and mortgage	[illegible]
Loans on pledge of stocks at call	$[illegible] 19
Cash on hand	[illegible] 13

[illegible] COMMERCIAL, SOCIAL [illegible] HISTORY [illegible] ORLEANS,

[illegible] OF ITS [illegible] CITIZENS.

[illegible]

The History of New Orleans will embrace the following subjects, each one of which will be treated of by intelligent and accomplished writers:

Its Local and Political History.

Its Foreign and Domestic Commercial Relations.

Its Trade with South America, the East and West Indies.

Its Domestic Trade and Manufactures.

Its Public Institutions.

Its Bankers, Prominent Merchants and Citizens.

Its Suburbs and Lake Coast.

Its Vacant and Unimproved Property.

Its Railroads, Canals, Shipping and Steamboats.

Its Bench, Bar, Pulpit and Medical Faculty.

Its Literary Institutions and Public Journals.

Its Public Buildings, Theatres and places of Amusement.

Comparative Statistics of its Health.

The Chamber of Commerce, Cotton Exchange and Fair Grounds.

The publishers will distribute, gratuitously, outside of New Orleans, in the hotels of the North, East and South, and on steamboats and steamships, five thousand copies of this book, thus guaranteeing to advertisers a circulation to that extent; other copies will be sold at five dollars each. A liberal discount to the trade.

Advertisements will be inserted at the following rates:

One full page, (24 squares) with Engraving	$100 00
One full page, (24 squares) without Engraving	[illegible]
One half page, (12 squares) with Engraving	[illegible]
One half page, (12 squares) without Engraving	[illegible]
One column, (4 squares)	[illegible]
One square	[illegible]

Parties advertising will be required to sign a written obligation to pay the price agreed upon, when the book containing the advertisement is delivered, which time is not to extend beyond the 1st October, 1872.

All orders and applications to be left at the office of the Publishers, 125 Gravier street, New Orleans.

A Card.

Putnam's Patent Bottle Stopper Fastener.

THE undersigned having bought, from Henry W. Putnam, of Bennington, Bennington county, State of Vermont, the EXCLUSIVE RIGHT to use the PATENT BOTTLE STOPPER FASTENER in the city of New Orleans and the neighboring villages, hereby caution the public of this city and of the towns of Gretna, Algiers, McDonogh, Freetown, Jefferson City, Carrollton, Bouligny, Milneburg and all other villages adjacent to New Orleans, against using said PATENT BOTTLE STOPPER FASTENER without having previously obtained from the undersigned the right and privilege of so doing. They are warned not to sell any of said BOTTLE FASTENERS without the consent of the undersigned, and any using, buying or selling the same contrary to the present notice, will be sued and held responsible for all damages resulting therefrom.

The undersigned also caution the public against using, buying and selling the bottles used by them and made expressly for their Mineral Water, with the name of PABLO & CO. Mineral Water manufactory, Nos. 170 and 172 Royal street. Parties using, buying or selling the same without the written consent of the undersigned, will be prosecuted according to law and held responsible for all damages consequent thereto.

PABLO & CO.,
Soda Water Manufacturers,
170 and 172 Royal street.

GEO. MERZ,

OLD BASIN BREWERY,

Corner Villeré and Toulouse Streets.

THE demand for my BEER and ALE being constantly on the increase, I have placed, for the convenience of dealers and families, an Order Box at the entrance of the Merchants' Exchange, next to the office of Messrs. C. E. Girardey & Co. Orders left there will be attended to at all hours of the day.

Louisiana Mutual Insurance Company.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending 29th of February, 1872		$[illegible] 15
Viz: Fire premiums	$[illegible] 35	
Marine premiums	[illegible]	
River premiums	[illegible]	
Unearned and return premiums and rebate on premiums		[illegible]
Net premiums		$[illegible]
Fire losses	$[illegible]	
Marine losses	[illegible]	
River losses	[illegible]	
Taxes	[illegible]	
Expenses, etc., less discount account	[illegible]	
Balance		$[illegible]

The Company have the following assets estimated at the lowest cash market value:

City and other Bonds	$[illegible]
Bank and other Stocks	[illegible]
Scrip of Insurance Companies	[illegible]
Real Estate	[illegible]
Bills receivable on Mortgages	[illegible]
Bills receivable	[illegible]
Premiums in course of Collection	[illegible]
Cash on hand and in Banks	[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of New Orleans: Sworn to and subscribed before me, this 20th day of March, 1872.

P. CHS. CUVELLIER, Notary Public.

Six per cent. interest on the outstanding certificates of scrip will be paid to the holders thereof, or their legal representatives, on and after MONDAY, 20th May, 1872.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

Board of Trustees elected on 26th February, 1872:

Chas. Briggs, Chas. Lafitte,
Ant. Carriere, John S. Walton,
Geo. A. Fosdick, Rudolph Sieg,
R. Bragier, H. F. Given,
P. Anderson, W. C. Black,
A. Denègre, Thomas H. Hunt,
Geo. W. Dunbar, Chs. Harold,
R. F. Stockmeyer, D. Jamison,
Geo. W. Hynson, S. R. Howard,
A. Montgomery, Felix Larue,
Henry J. Vose, Aug. Bohn,
E. Marquez, G. D. Fisher,
Chas. Weinbach, Edward Toby,
A. Lecoure, Wash. Marks,
Frank Williams, R. Leistinger,
Thomas Byrne, Wm. Kerr,
Geo Foster

Office of the Sun Mutual Insurance Company of New Orleans.

No. 21 Camp street.

NEW ORLEANS, Jan. 24, 1872.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their charter, the company publish the following statement for the year ending December 31, 1871:

Amount of premiums for the year ending Dec. 31, 1871, viz:		
On Fire Risks	$[illegible] 37	
On Marine Risks	[illegible] 63	
On River Risks	[illegible] 64	
		$[illegible]
Add unterminated risks for 1870		[illegible]
Deduct unterminated Risks for 1871	$[illegible]	
Return Premiums	[illegible]	
Net earned premiums		$[illegible]
Losses, etc., paid during same period, viz:		
On Fire Risks	$[illegible] 29	
On Marine Risks	[illegible] 94	
On River Risks	[illegible] 14	
Add for unadjusted losses, etc.	[illegible]	
Discount on premiums	17,[illegible]	
Reinsurances	[illegible]	
General expenses and taxes	[illegible]	
Interest on scrip	[illegible]	
Less discount and interest	[illegible]	
Net profit		$[illegible]

The company have the following assets, estimated at the lowest market cash value, viz:

318 Consolidated City Bonds	$[illegible]
200 Railroad City Bonds	[illegible]
44 Seven per cent. City Bonds	31,[illegible]
14 State Bonds	7,[illegible]
4 Odd Fellows' Hall Association Bonds	4,[illegible]
3 Grand Lodge of Louisiana Bonds	2,[illegible]
2 Turners' Association Bonds	1,[illegible]
Bank and Gas stocks, etc.	[illegible] 72

REFINED SUGAR—Cut Loaf, Crushed and Powdered.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

GOLDEN SYRUP—A superior article of pure Louisiana from the [illegible] Refinery.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

REFINED SYRUP AND MOLASSES—Clement City Refinery, Gretna, Lobdoux, Chalmette and Pattern [illegible].

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

LOUISIANA [illegible]—Various grades plantation in barrels.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

CLARIFIED SUGAR—Various grades white and yellow, in hogsheads and barrels.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

LOUISIANA SUGAR—Various grades of plantation, in hogsheads and barrels.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

FOREIGN SUGAR—Cuba, Demerara and Porto Rico, in hogsheads and boxes.

A. THOMSON & CO.
[illegible] Tchoupitoulas street.

$1,000 REWARD

For any case of Blind, Bleeding, Itching or Ulcerated Piles that De Bing's Pile Remedy fails to cure. It is prepared expressly to cure the Piles and nothing else, and has cured cases of over 20 years standing. For sale by all Druggists. Price $1 00.

B. J. HART & CO., Agents, New Orleans.

All Humbugs Set Aside!

Trusses and Abdominal Supporters.

WITH or without UTERINE SUPPORT, to the falling of the womb, patented September 7th, 1869, and June 27th, 1871: both are without SPRINGS, BACK PADS or the HORRIBLE THIGH STRAPS. Also, sole manufacturer for the State of Louisiana of Dr. M. SCHUPPERT'S patent GALVANIC TRUSS for the RADICAL CURE of HERNIA, (Rupture.)

All the above mentioned have no EQUAL in AMERICA or EUROPE.

DIPLOMAS SILVER and BRONZE MEDALS awarded at the Mississippi, Louisiana and Texas State Fairs in 1871.

Instruments for all kinds of human deformity made to order.

M. SPILLMANN,
No. [illegible] Bienville Street [illegible]
NEW ORLEANS, La.
Manufacturer and Applier.

Drug Store at Bay St. Louis.

MR. E. DELERY begs leave to inform the public in general and particularly the summer residents, that he has just opened, at Bay St. Louis, a DRUG STORE, where they will find a full and complete assortment of choice Medicines from one of the best known houses in New Orleans.

Also, LAPLACK'S celebrated INDIAN TURNIP SYRUP, so successfully used in all diseases of the wind pipe, a selection of Perfumery, Tooth Brushes, etc., etc.

Also, CIGARS, CIGARETTES, TOBACCO and PIPES.

UNITED STATES OF AMERICA.

STATE OF LOUISIANA,
City of New Orleans.

BE IT KNOWN, That on this thirtieth day of April, A. D. eighteen hundred and seventy-two, before me, William L. Poole, a Notary Public in and for the parish and city of New Orleans aforesaid, duly commissioned and qualified, and in the presence of the witnesses hereinafter named and undersigned, personally came and appeared the persons whose names are hereunto subscribed, who declared, that availing themselves of the rights and privileges conferred by the laws of this State for the organization of corporations therein, they have formed and organized a corporation for the objects and purposes, and under the regulations set forth in the following Charter, to wit:

ARTICLE ONE.

The name and style of this Association shall be the MEXICAN GAS-LIGHT COMPANY. Citation and other legal process shall be served on the President, or, in his absence, the Secretary of the Company. The domicile of the corporation is hereby established in the city of New Orleans, with power to establish branches in Mexico.

ARTICLE TWO.

This Company shall have power and authority to enjoy and have succession by its corporate name, for a period of twenty-five years from the date hereof, to contract, sue and be sued, in its corporate name; to make and use a corporate seal; to hold, receive and purchase real estate and personal property, and to sell and furnish the same; to [illegible] and other things incidental to, and appertaining to, the making or using the gas lighting or [illegible]; also, to sell, lands, rights, grants, immunities, privileges, concessions, grants, and grants [illegible] and obtained or to be obtained from the Republic or Government of Mexico, also to sell under the abovementioned franchises and patents hereinafter described, to others the right to use and sell the same in the Republic of Mexico, also, to sell, lease and use all kinds of portable Gas Machines, by themselves, or to others the right to do the same exclusively in the Republic of Mexico, and to sell, mortgage, or pledge the same; to name and appoint such managers, directors and officers, as the interest and convenience may require, and to make and establish such by-laws for the proper management of the Company and its affairs, as may be deemed requisite and necessary.

ARTICLE THREE.

The objects and purposes of this Company, are declared to be as follows, to wit: To manufacture and sell and use James P. Spence's Hydro-Carbon Vapor machines, patented September 12th, 1871, and numbered [illegible]; also James P. Spence's and Levias D. Towsley's apparatus for carburetting air, patented January 10th, 1871, and numbered [illegible]; also, Levias D. Towsley's and James D. [illegible] rotary air wheels for gas carburetting, patented September 12th, 1871, and numbered [illegible]; and also Levias D. Towsley's and [illegible] filling safety can for filling and discharging [illegible] apparatus, patented December 21st, 1869, numbered [illegible] Set, and to manufacture, sell, and employ the said apparatus together with any other Gas apparatus or improvements or the same above named patents that may be purchased by the Company or obtained by the said Towsley, or by any other party for the uses and purposes during the continuance of this Corporation. Also John H. Lipp's patent, December 20th, 1869, numbered [illegible] apparatus for the manufacture of illuminating gas; also John H. Steiner's patent apparatus for generating and carburetting gas for lighting railroad cars, and other purposes, dated July 14th, 1868, numbered [illegible]; also the following numbered patents of J. G. Springer:

No. [illegible], obtained 9th May, 1865.
No. [illegible], obtained 5th March, 1870.
No. [illegible], obtained 8th November, 1870.
No. [illegible], obtained 9th December, 1870.
No. 112,[illegible], obtained [illegible] March, 1871.
No. 116,[illegible], obtained [illegible] October, 1871.

Exclusively for and in the Republic of Mexico; and generally to do any and all kinds of business connected with improving the quantity and augmenting the value of lands for agricultural purposes, and to carry into effect the objects and purposes for which this Company is formed.

ARTICLE FOUR.

The capital stock of this Company shall be two hundred and fifty thousand dollars, with the privilege of increasing the same to one million dollars; and in case of such increase, the consent of a majority of the stockholders in interest and number, must be first obtained; divided into and represented by twenty-five hundred shares of one hundred dollars each. Ten one hundred shares of said stock shall be issued and delivered fully paid, and shall be issued and delivered to L. D. Towsley, J. G. Springer, F. Canerden and James W. Seymour, as follows, to wit: To L. D. Towsley, one hundred and fifty shares; to J. G. Springer, three hundred and fifty shares; to F. Canerden, four hundred and fifty shares; to James W. Seymour, three hundred and fifty shares, all full paid stock. In consideration of which, said Towsley, Springer, Canerden and Seymour, shall by notarial act transfer to the Mexican Gas Light Company their exclusive right to the manufacture, use and sell, patent and use in the Republic of Mexico all machines and the necessary implements required for using and said rights covered by the patents aforesaid, and also to transfer all privileges obtained now, or hereafter to be obtained from the Mexican Government by grants [illegible] shares of said stock [illegible] shall be paid for [illegible] five dollars per share in cash, which shall be issued full paid stock. The remaining three hundred shares shall be declared full paid, and placed in the treasury of said Company as capital. Should any shareholder refuse to pay punctually any instalment, as the same may mature interest thereon at eight per centum shall be added thereto from such maturity; and if any shareholder refuses or neglects to pay his instalment within thirty days after specified time of payment, the Board of Directors shall have the right of causing any share or shares on which instalments may be due to be sold at public auction or otherwise, after ten days notice through the official or other newspaper published in this city, or by recovering by due course of law, the amount due.

ARTICLE FIVE.

It is a condition of this Charter, that the Company shall purchase from the owners of the patents and privileges as hereinbefore specified for use, manufacture and sale, exclusively in the Republic of Mexico, the same to be secured to the Company exclusively by said patentees. The price to be paid for the same, shall be one thousand and forty-five thousand dollars, as follows, to wit: Five thousand dollars cash and one hundred and sixty thousand dollars of the full paid stock of the Mexican Gas Light Company. So soon as the Company shall be legally organized, it shall be the duty of the President of the Company, to sign with the owners of the patents and privileges, a notarial act of sale embodying the aforesaid terms and conditions, and to do all things necessary and proper to carry out the full extent and purpose of this Charter.

ARTICLE SIX.

This Company may commence business as soon as six hundred shares of said stock has been subscribed and paid for.

ARTICLE SEVEN.

All the corporate powers of this Company shall be exercised, and its business managed by a Board of Directors, to consist of five stockholders, a majority of whom shall constitute a quorum for the transaction of business. No stockholder shall be eligible to election as a director, unless he owns at least twenty-five shares of full paid stock.

ARTICLE EIGHT.

The following named stockholders shall constitute the first Board of Directors, who shall hold their office until the first Monday of March, 1873, or, until their successors shall be duly qualified, to wit:—Frederick Canerden, Lafayette Fagot, Charles M. Emerson, Caleb S. Hunt and J. G. Langley.

ARTICLE NINE.

On the first Monday of March, and annually thereafter, an election for directors by the stockholders shall be held at the office of the company in this city, and a plurality of votes, counting one vote for each share of stock voted on, shall be sufficient to elect. A failure to elect directors on the day aforesaid, shall not dissolve the company, but the President shall cause another election to be held ten days thereafter, giving notice of the same by advertisement in a daily newspaper of this city.

ARTICLE TEN.

The board of directors, at their first meeting, and annually thereafter, shall elect from their number a President and Vice President, and shall also elect a secretary and treasurer, and any other officers and employees deemed requisite in the affairs of the company, whose duties and salaries shall be fixed by said board. The board shall have the power to supply any vacancy that may occur in their body by death, resignation, or otherwise.

ARTICLE ELEVEN.

All transfers of stock shall be made on the books of the company, at its office, in person or by proxy, but not while any indebtedness to the company exists on the book of the holder, unless with the consent and approval of the President or the board of directors.

ARTICLE TWELVE.

No stockholder shall, in any event, be made liable beyond the amount of his subscription to the capital stock, or of his indebtedness to the company; nor shall any mere informality in organization have the effect of rendering this charter null, or of exposing a stockholder to any liability beyond the amount of his stock.

ARTICLE THIRTEEN.